

**No. 49489\***

---

**France  
and  
Japan**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Japan on the security of information. Tokyo, 24 October 2011**

**Entry into force:** *24 October 2011 by signature, in accordance with article 17*

**Authentic texts:** *French and Japanese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 2 April 2012*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**France  
et  
Japon**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon sur la sécurité des informations. Tokyo, 24 octobre 2011**

**Entrée en vigueur :** *24 octobre 2011 par signature, conformément à l'article 17*

**Textes authentiques :** *français et japonais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 2 avril 2012*

*\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET  
LE GOUVERNEMENT DU JAPON  
SUR LA SÉCURITÉ DES INFORMATIONS**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon (ci-après dénommés « les Parties » ou séparément « la Partie »),

Désireux de garantir la protection réciproque des informations classifiées échangées entre les Parties,

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

Aux fins du présent Accord,

- (a) l'expression « informations classifiées » désigne toutes les informations produites par les Autorités compétentes du Gouvernement de la République française ou du Gouvernement du Japon, pour leur usage, ou détenues par elles, nécessitant une protection dans l'intérêt de la sécurité nationale de la Partie d'origine et auxquelles a été attribué un marquage de classification de sécurité. Cette information peut prendre une forme orale, visuelle, électronique, magnétique ou écrite, ou prendre la forme d'équipement ou de technologie ;
- (b) l'expression « autorités compétentes » désigne les entités gouvernementales d'une Partie désignées par ladite Partie comme autorités responsables de la protection des informations classifiées. Chaque Partie informe l'autre Partie de ses autorités compétentes par la voie diplomatique ;

- (c) l'expression « lois et règlements nationaux » désigne,
  - (i) pour le Japon, la Loi relative aux Forces d'Auto-Défense (loi n°165, 1954), la Loi relative à la fonction publique (loi n°120, 1947) et d'autres lois et règlements applicables en vigueur, et
  - (ii) pour la France, le Code pénal, le Code de la défense et d'autres lois et règlements applicables en vigueur ;
  
- (d) l'expression « habilitation individuelle de sécurité » désigne l'habilitation à traiter de manière sécurisée des informations classifiées, accordée à des personnes physiques conformément aux procédures appropriées de chacune des Parties ;
  
- (e) l'expression « contractant » désigne une personne physique ou une entité, y compris un sous-traitant, qui exécute un contrat avec la Partie destinataire impliquant le traitement d'informations classifiées ;
  
- (f) l'expression « besoin d'en connaître » désigne la nécessité d'avoir accès à des informations classifiées pour l'exécution de tâches attribuées officiellement.

## Article 2

Les informations classifiées fournies directement ou indirectement par une Partie à l'autre Partie sont protégées en vertu des dispositions du présent Accord, conformément aux lois et règlements nationaux de chacune des Parties.

### Article 3

L'Autorité nationale de sécurité pour chacune des Parties est :

Pour le Gouvernement du Japon : le Ministère des Affaires étrangères ;

Pour le Gouvernement de la République française : le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

L'Autorité nationale de sécurité sert de point de coordination et de liaison pour la mise en œuvre et l'interprétation du présent Accord.

### Article 4

- (a) Sur demande, chaque Partie fournit à l'autre Partie une copie de ses lois et règlements nationaux mis en œuvre pour garantir la protection des informations classifiées.
- (b) Chaque Partie informe l'autre Partie de tout changement dans ses lois et règlements nationaux susceptible d'affecter la protection des informations classifiées en vertu du présent Accord. Dans ce cas, les Parties se consultent, conformément aux dispositions du paragraphe (b) de l'article 17, afin d'envisager les éventuels amendements au présent Accord. Dans l'intervalle, les informations classifiées restent protégées conformément aux dispositions du présent Accord, sauf s'il en est convenu autrement par écrit par la Partie émettrice.

## Article 5

- (a) Pour le Gouvernement du Japon, les informations classifiées désignées comme SECRET DEFENSE selon la Loi relative aux Forces d'Auto-Défense sont marquées BOUEI HIMITSU (KIMITSU) 防衛秘密 (機密) ou BOUEI HIMITSU 防衛秘密, et les autres informations classifiées sont marquées KIMITSU 機密, GOKUHI 極秘 ou Hi 秘.

Pour le Gouvernement de la République française, les informations classifiées sont marquées TRES SECRET DEFENSE, SECRET DEFENSE ou CONFIDENTIEL DEFENSE.

- (b) La Partie destinataire marque toutes les informations classifiées transmises du nom de la Partie émettrice et de la classification de sécurité correspondante de la Partie destinataire de la manière suivante :

Japon	France
Kimitsu 機密 Bouei Himitsu (Kimitsu) 防衛秘密 (機密)	TRES SECRET DEFENSE
Gokuhi 極秘 /Bouei Himitsu 防衛秘密	SECRET DEFENSE
Hi 秘	CONFIDENTIEL DEFENSE

**Article 6**

Des arrangements de mise en œuvre complémentaires en vertu du présent Accord peuvent être conclus par des Autorités compétentes des Parties.

**Article 7**

Les Parties veillent à ce que :

- (a) la Partie destinataire ne communique pas les informations classifiées à un gouvernement, une personne, une entreprise, une institution, une organisation ou une autre entité d'un pays tiers sans l'approbation écrite préalable de la Partie émettrice ;
- (b) conformément à ses lois et règlements nationaux, la Partie destinataire prend les mesures appropriées pour accorder aux informations classifiées un degré de protection équivalent en substance à celui accordé par la Partie émettrice ;
- (c) la Partie destinataire n'utilise pas les informations classifiées à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été transmises sans l'approbation écrite préalable de la Partie émettrice ;
- (d) la Partie destinataire observe les droits de propriété intellectuelle tels que les brevets, les droits d'auteur ou les secrets commerciaux, applicables aux informations classifiées, conformément à ses lois et règlements nationaux ;

- (e) chaque installation gouvernementale traitant des informations classifiées tient un registre des personnes ayant une habilitation individuelle de sécurité et autorisées à avoir accès à ces informations ;
- (f) les procédures d'identification, d'emplacement, d'inventaire et de contrôle des informations classifiées sont établies par chaque Partie afin de gérer l'accès aux informations classifiées et leur diffusion ;
- (g) la Partie destinataire n'abaisse pas le niveau de classification de sécurité des informations classifiées de la Partie émettrice sans l'approbation écrite préalable de la Partie émettrice.

#### Article 8

- (a) Aucun agent public de l'Etat n'est autorisé à avoir accès aux informations classifiées uniquement en raison de son rang, de son titre ou d'une habilitation individuelle de sécurité.
- (b) L'accès aux informations classifiées est accordé uniquement aux agents publics de l'Etat ayant besoin d'en connaître et qui se sont vu accorder une habilitation individuelle de sécurité conformément aux lois et règlements nationaux de la Partie destinataire.
- (c) Les Parties veillent à ce que la décision d'accorder une



habilitation individuelle de sécurité à un agent public de l'Etat soit conforme aux intérêts de la sécurité nationale et fondée sur toutes les informations disponibles indiquant si l'agent public est digne de confiance et fiable pour le traitement d'informations classifiées.

- (d) Les Parties mettent en œuvre les mesures appropriées pour faire en sorte que les critères mentionnés au paragraphe précédent soient réunis, conformément à leurs lois et règlements nationaux respectifs, concernant tout agent public qui pourrait se voir accorder l'accès aux informations classifiées.
- (e) Avant qu'un représentant d'une Partie ne communique des informations classifiées à un représentant de l'autre Partie, la Partie destinataire fournit à la Partie émettrice la garantie que le représentant possède le niveau nécessaire d'habilitation individuelle de sécurité ; qu'il a besoin d'en connaître et que la Partie destinataire prend les mesures appropriées, conformément à ses lois et règlements nationaux, pour accorder aux informations classifiées un niveau de protection équivalent en substance à celui accordé par la Partie émettrice.

#### Article 9

Les autorisations de visites d'installations d'une Partie par des représentants de l'autre Partie et nécessitant l'accès à des informations classifiées sont limitées aux visites nécessaires à des fins officielles.

L'autorisation de visiter une installation située sur le territoire du pays d'une Partie est accordée uniquement par la Partie.

La Partie visitée est chargée d'aviser l'installation concernée de la visite proposée, de son sujet, de son champ, et du niveau de classification maximum des informations classifiées pouvant être fournies aux visiteurs.

Les demandes de visite de représentants des Parties sont soumises par l'Autorité compétente concernée de la Partie effectuant la visite à l'Autorité compétente concernée de la Partie visitée, par les voies de communication de gouvernement à gouvernement.

#### Article 10

Les informations classifiées sont transmises entre les Parties par les voies de communication de gouvernement à gouvernement. Dès cette transmission, la Partie destinataire assume la responsabilité de la détention, du contrôle et de la sécurité des informations classifiées.

#### Article 11

Les Parties conservent les informations classifiées de manière à n'en garantir l'accès qu'aux personnes autorisées conformément aux articles 8 et 14.

## Article 12

Les exigences minimales pour assurer la sécurité des informations classifiées au cours de la transmission sont les suivantes.

- (a) Documents et supports classifiés
  - (i) Les documents et supports contenant des informations classifiées sont transmis dans une double enveloppe scellée, l'enveloppe intérieure portant uniquement la mention de la classification des documents ou des supports et l'adresse professionnelle du destinataire et l'enveloppe extérieure, l'adresse professionnelle du destinataire, de l'expéditeur et, le cas échéant, le numéro d'enregistrement.
  - (ii) Aucune indication sur la classification des documents ou des supports envoyés ne doit être visible sur l'enveloppe extérieure. L'enveloppe scellée est ensuite transmise selon les réglementations et procédures prévues par la Partie émettrice.
  - (iii) Des récépissés sont préparés pour les paquets contenant des documents ou supports classifiés transmis entre les Parties ; un récépissé pour les documents ou supports envoyés est signé par le destinataire final et renvoyé à l'expéditeur.

(b) **Équipement classifié**

- (i) L'équipement classifié est transporté dans des véhicules scellés et couverts ou il est soigneusement emballé ou protégé afin d'empêcher l'identification de ses détails ; il est gardé sous contrôle permanent pour empêcher toute personne non autorisée d'y avoir accès.
- (ii) L'équipement classifié qui doit être conservé temporairement en attendant d'être expédié est placé dans un entrepôt offrant une protection adaptée au niveau de classification de l'équipement. Seul le personnel autorisé peut avoir accès à l'entrepôt.
- (iii) Les récépissés sont exigés à chaque fois qu'un équipement classifié change de main en cours de route.
- (iv) Les récépissés sont signés par le destinataire final et renvoyés à l'expéditeur.

(c) **Transmissions par voie électronique**

Les informations classifiées transmises par voie électronique sont protégées durant la transmission en utilisant un cryptage adapté au niveau de classification de l'information. Les systèmes d'information qui traitent, conservent ou transmettent des informations classifiées doivent bénéficier d'une homologation de sécurité de l'autorité appropriée de la Partie employant le système.

Article 13

- (a) Les Parties détruisent les documents et supports classifiés par brûlage, broyage, réduction en pulpe ou par tout autre moyen empêchant la reconstruction de tout ou partie des informations classifiées.
- (b) Les Parties détruisent l'équipement classifié et le rendent méconnaissable ou le modifient de manière à empêcher la reconstruction de tout ou partie des informations classifiées.
- (c) Si les Parties reproduisent des documents ou supports classifiés, elles doivent également reproduire tous les marquages de sécurité originaux qui y figuraient ou marquer chacune des copies. Les Parties placent les documents ou supports classifiés reproduits sous le même contrôle que les documents ou supports classifiés originaux. Les Parties limitent le nombre de copies à celui nécessaire à des fins officielles.
- (d) Les Parties veillent à ce que toutes les traductions des informations classifiées soient réalisées par des personnes ayant une habilitation individuelle de sécurité conformément aux articles 8 et 14. Les Parties limitent le nombre de copies au minimum nécessaire et contrôlent leur diffusion. Ces traductions portent les marquages de classification de sécurité appropriés et une note appropriée dans la langue dans laquelle elles sont traduites indiquant que ces documents ou supports contiennent des informations classifiées de la Partie émettrice.

#### Article 14

Avant la remise à un contractant de toute information classifiée reçue de l'autre Partie, la Partie destinataire prend les mesures appropriées, conformément à ses lois et règlements nationaux, pour faire en sorte que :

- (a) nulle personne n'ait le droit d'accéder aux informations classifiées uniquement en raison de son rang, de son titre ou d'une habilitation individuelle de sécurité ;
- (b) le contractant et ses installations soient en capacité de protéger les informations classifiées ;
- (c) toutes les personnes qui ont le besoin d'en connaître disposent d'une habilitation individuelle de sécurité ;
- (d) la délivrance d'une habilitation individuelle de sécurité soit décidée de la même manière que celle prévue à l'article 8 ;
- (e) les procédures appropriées soient mises en œuvre afin de garantir le respect des critères mentionnés au paragraphe (c) de l'article 8 concernant toute personne s'étant vu accorder l'accès à des informations classifiées ;
- (f) toutes les personnes ayant accès aux informations classifiées soient informées de leur responsabilité de protéger les informations ;

- (g) des inspections de sécurité initiales et régulières soient menées par la Partie destinataire auprès de chaque installation du contractant où les informations classifiées de la Partie émettrice sont conservées ou consultées pour veiller à ce qu'elles soient protégées conformément au présent Accord ;
- (h) l'accès aux informations classifiées soit limité aux personnes ayant besoin d'en connaître ;
- (i) soit tenu dans chaque structure, un registre de toutes les personnes ayant une habilitation individuelle de sécurité et qui sont autorisées à avoir accès à ces informations ;
- (j) des personnes qualifiées soient nommées, qu'elles assument la responsabilité et détiennent le pouvoir de contrôle et de protection des informations classifiées ;
- (k) les informations classifiées soient conservées de la même manière que celle prévue à l'article 11 ;
- (l) les informations classifiées soient transmises de la même manière que celle prévue aux articles 10 et 12 ;
- (m) les documents et équipements classifiés soient détruits de la même manière que celle prévue à l'article 13 ;
- (n) les documents classifiés soient reproduits et placés sous contrôle de la même manière que celle prévue à l'article 13 ;

- (o) la traduction des informations classifiées soit réalisée et que les copies soient traitées de la même manière que celle prévue à l'article 13.

#### Article 15

La Partie émettrice est immédiatement informée de toute disparition ou de toute compromission présumées ou établies de ses informations classifiées et la Partie destinataire ouvre une enquête afin d'en déterminer les circonstances. La Partie destinataire transmet à la Partie émettrice les conclusions de l'enquête et les informations relatives aux mesures prises pour empêcher que ces disparitions ou compromissions ne se reproduisent.

#### Article 16

Toute question relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord et des arrangements de mise en œuvre complémentaires est réglée uniquement par consultation entre les Parties.

#### Article 17

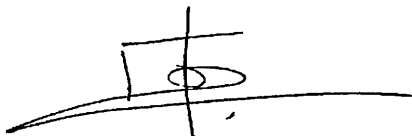
- (a) Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.
- (b) Les amendements au présent Accord sont conclus par accord mutuel écrit des Parties.



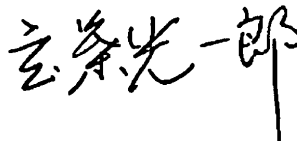
- (c) Le présent Accord reste en vigueur pendant une période d'un an et il est renouvelé chaque année automatiquement sauf si l'une des Parties informe l'autre Partie par écrit, par la voie diplomatique, avec un préavis de quatre-vingt-dix jours, de son intention de le dénoncer.
- (d) Nonobstant l'extinction du présent Accord, toutes les informations classifiées fournies en vertu du présent Accord continuent d'être protégées conformément aux dispositions de celui-ci.

Fait à Tokyo, le 24 octobre 2011 en deux exemplaires, en langues française et japonaise, les deux textes faisant également foi.

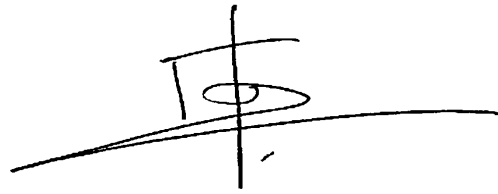
Pour le Gouvernement  
de la République française :



Pour le Gouvernement  
du Japon:



フランス共和国政府のために

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line intersected by a horizontal line, with a small circle and a horizontal stroke above the vertical line.

日本国政府のために

玄業光一郎

始する。当該秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府に対し、当該調査の結果及び再発を防止するためにとられる措置に関する情報を送付する。

#### 第十六条

この協定及び補足実施取極の解釈又は適用に関するいかなる事項も、両締約国政府間の協議によつてのみ解決されるものとする。

#### 第十七条

- (a) この協定は、署名の日に効力を生ずる。
- (b) この協定の改正は、両締約国政府の書面による同意により行われる。
- (c) この協定は、一年間効力を有し、一方の締約国政府が他方の締約国政府に対しこの協定を終了させる意思を九十日前に外交上の経路を通じて書面により通告しない限り、その効力は、毎年自動的に延長される。
- (d) この協定の終了の後においても、この協定に従つて提供された全ての秘密情報は、引き続きこの協定の規定に従つて保護される。

二千十一年十月二十四日に東京で、ひとしく正文であるフランス語及び日本語により本書二通を作成した。

- ること。
- (h) 秘密情報へのアクセスが、知る必要がある個人に限定されること。
- (i) 秘密情報取扱資格を有し、かつ、当該秘密情報にアクセスすることを許可されている個人の登録簿が、各施設において保持されること。
- (j) 秘密情報の管理及び保護の責任及び権限を有する適格な個人が、指名されること。
- (k) 秘密情報が、第十一条に規定する方法と同様の方法により保管されること。
- (l) 秘密情報が、第十条及び第十二条に規定する方法と同様の方法により送付されること。
- (m) 秘密指定された文書及び秘密指定された装備が、前条に規定する方法と同様の方法により破壊されること。
- (n) 秘密指定された文書が、前条に規定する方法と同様の方法により複製され、及び管理の下に置かれること。
- (o) 秘密情報の翻訳が、前条に規定する方法と同様の方法により行われ、かつ、複製物が、当該方法により取り扱われること。

#### 第十五条

秘密情報を提供する締約国政府は、当該秘密情報のあらゆる紛失又は漏せつ及び紛失又は漏せつのあらゆる可能性について直ちに通知され、当該秘密情報を受領する締約国政府は、状況を特定するために調査を開

付すものとする。

#### 第十四条

秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府から受領する当該秘密情報を契約者に対し提供する前に、自国の国内法令に従って、次の事項を確保するために適当な措置をとる。

- (a) いかなる個人も、階級、地位又は秘密情報取扱資格のみにより、秘密情報へのアクセスを認められな  
いこと。
- (b) 契約者及び契約者の施設が、秘密情報を保護する能力を有すること。
- (c) 知る必要がある全ての個人が、秘密情報取扱資格を有すること。
- (d) 秘密情報取扱資格が、第八条に規定する方法と同様の方法により決定されること。
- (e) 秘密情報へのアクセスを認められる個人に関して、第八条(c)に規定する基準が満たされていることを  
保証するために、適当な手続が、実施されること。
- (f) 秘密情報へのアクセスを有する全ての個人が、当該秘密情報を保護するための責任について通知され  
ること。
- (g) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の当該秘密情報がこの協定に  
おいて求められているとおり保護されることを確保するために、当該秘密情報が保管され、又は当該  
秘密情報へのアクセスが行われている契約者の各施設において、最初の及び定期的な保安検査を実施す

電子的手段により送付される秘密情報は、送付される間、当該秘密情報の水準に照らし適当な暗号を使用することにより保護される。秘密情報の処理、保管又は送付を行う情報制度は、当該制度を採用する締約国政府の適当な当局により、秘密保持についての認定を受ける。

### 第十三条

- (a) 両締約国政府は、焼却、破砕、パルプ化又は秘密情報の全て若しくは一部の復元を防止する他の方法により、秘密指定された文書及び媒体を破壊する。
- (b) 両締約国政府は、秘密情報の全部又は一部の復元を防止するために、秘密指定された装置を見分けがつかないまでに破壊し、又は当該装置を変更する。
- (c) 両締約国政府が秘密指定された文書又は媒体を複製するときは、これらに付されている全ての原本の秘密表示についても、複製し、又は各複製物に表示する。両締約国政府は、このような複製された秘密指定された文書又は媒体を、秘密指定された文書又は媒体の原本と同じ管理の下に置く。両締約国政府は、複製物の数を公用の目的のために必要とされる数に限定する。
- (d) 両締約国政府は、秘密情報の全ての翻訳が、第八条及び次条の規定に従って秘密情報取扱資格を有する個人により行われることを確保する。両締約国政府は、複製物の数を最小限にとどめるとともに、その配布を管理する。当該翻訳には、適当な秘密指定表示を付すものとし、かつ、文書又は媒体が当該文書又は媒体を提供する締約国政府の秘密情報を含むことを示す適当な注釈を翻訳された後の言語により

- (ii) 同封される文書又は媒体の秘密指定は、外側の封筒には表示してはならない。封印された封筒は、秘密情報を提供する締約国政府の定められた規則及び手続に従って送付される。
  - (iii) 受領証が、両締約国政府の間で送付される秘密指定された文書又は媒体を含む包みのために用意され、また、同封される文書又は媒体の受領証は、最終の受領者により署名され、発送者に返送される。
- (b) 秘密指定された装備
- (i) 秘密指定された装備は、その細部が識別されることを防止するために、封印され、被覆された車両により輸送され、又は確実に包装され、若しくは保護されるとともに、許可されていない個人によるアクセスを防止するために、継続的な管理の下に置かれる。
  - (ii) 発送を待つ間、一時的に保管されなければならない秘密指定された装備は、当該装備の秘密指定の水準に応じた保護を与える保管区域に置かれる。許可された職員のみが、当該保管区域にアクセスするものとする。
  - (iii) 送付される間に、秘密指定された装備の管理者が変わる場合には、受領証は、その都度取得される。
  - (iv) 受領証は、最終の受領者により署名され、発送者に返送される。
- (c) 電子的送付

できる最も高い水準の秘密情報について助言する責任を有する。

両締約国政府の代表者による訪問のための申請は、訪問を行う締約国政府の関係する権限のある当局により、政府間の経路を通じて、訪問を受ける締約国政府の関係する権限のある当局に対し提出される。

#### 第十条

秘密情報は、政府間の経路を通じて両締約国政府の間で送付される。送付に際し、秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報の保管、管理及び秘密保持に責任を有する。

#### 第十一条

両締約国政府は、第八条及び第十四条の規定に従ってアクセスを許可された個人のみがアクセスすることが確保されるような方法により、秘密情報を保管する。

#### 第十二条

送付される間の秘密情報の秘密保持に関する最低限の義務は、次のとおりとする。

##### (a) 秘密指定された文書及び媒体

- (i) 秘密情報を含む文書及び媒体は、二重の封印された封筒であって、内側の封筒に当該文書又は当該媒体の秘密指定及び受領予定者の属する組織の住所のみを記載し、外側の封筒に当該受領予定者の属する組織の住所、発送者の属する組織の住所及び適当な場合には登録番号を記載したものにより送付される。



- (d) 秘密情報へのアクセスを認められる政府職員に関して、(c)に規定する基準が満たされていることを確保するために、適当な手続が、両締約国政府により自国の国内法令に従って実施される。
- (e) 一方の締約国政府の代表者が他方の締約国政府の代表者に対し秘密情報を提供する前に、当該秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府に対し次の事項についての保証を与える。
  - (i) 当該秘密情報を受領する締約国政府の代表者が、必要な水準の秘密情報取扱資格を有すること。
  - (ii) 当該秘密情報を受領する締約国政府の代表者に、知る必要があること。
  - (iii) 当該秘密情報を受領する締約国政府は、自国の国内法令に従って、当該秘密情報について当該秘密情報を提供する締約国政府により与えられている保護と実質的に同等の保護を与えるために適当な措置をとること。

#### 第九条

一方の締約国政府の代表者が、他方の締約国政府の施設であつて、秘密情報へのアクセスを必要とするものを訪問するための許可は、公用の目的のために必要なものに限定される。

一方の締約国政府の国の領域内に所在する施設を訪問するための許可は、当該一方の締約国政府によってのみ与えられる。

訪問を受ける締約国政府は、訪問先の施設に対し、訪問案、主題、範囲及び訪問者に対し提供することが

- 権又は企業秘密のような知的財産権を遵守すること。
- (e) 秘密情報を取り扱う政府の各施設が、秘密情報取扱資格を有し、かつ、当該秘密情報にアクセスすることを許可されている個人の登録簿を保持すること。
- (f) 各締約国政府は、秘密情報の配布及び当該秘密情報へのアクセスを管理するために、当該秘密情報の識別、所在、目録及び管理の手続を設定すること。
- (g) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の事前の書面による承認を得ることなく、当該秘密情報を提供する締約国政府が指定する当該秘密情報の秘密指定を格下げしないこと。

#### 第八条

- (a) いかなる政府職員も、階級、地位又は秘密情報取扱資格のみにより、秘密情報へのアクセスを認められてはならない。
- (b) 秘密情報へのアクセスは、政府職員であつて、知る必要があり、かつ、当該秘密情報を受領する締約国政府の国内法令に従つて秘密情報取扱資格を付与されたものに対してのみ認められる。
- (c) 両締約国政府は、政府職員に秘密情報取扱資格を付与する決定が、国家安全保障上の利益と合致し、及び当該政府職員が秘密情報を取り扱うに当たり信用できかつ信頼し得るか否かを示す全ての入手可能な情報に基づき行われることを確保する。

機密／防衛秘密（機密）	TRES SECRET DEFENSE
極秘／防衛秘密	SECRET DEFENSE
秘	CONFIDENTIEL DEFENSE

#### 第六条

この協定に基づき補足実施取極は、両締約国政府の権限のある当局により行うことができる。

#### 第七条

両締約国政府は、次の事項を確保する。

- (a) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の事前の書面による承認を得ることなく、第三国の政府、個人、企業、機関、組織又は他の団体に対し、当該秘密情報を提供しないこと。
- (b) 秘密情報を受領する締約国政府は、自国の国内法令に従って、当該秘密情報について当該秘密情報を提供する締約国政府により与えられている保護と実質的に同等の保護を与えるために適当な措置をとること。
- (c) 秘密情報を受領する締約国政府は、当該秘密情報を提供する締約国政府の事前の書面による承認を得ることなく、当該秘密情報が提供された目的以外の目的のために、当該秘密情報を使用しないこと。
- (d) 秘密情報を受領する締約国政府は、自国の国内法令に従って、当該秘密情報に関係する特許権、著作

- (a) 一方の締約国政府は、要請を受けたときは、他方の締約国政府に対し、秘密情報の保護を確保するために実施される国内法令の写しを提供する。
- (b) 一方の締約国政府は、この協定の下での秘密情報の保護に影響を及ぼす自国の国内法令のいかなる変更についても、他方の締約国政府に対し通報する。この場合には、両締約国政府は、第十七条(b)に規定するところに従って、この協定の可能な改正につき検討するために協議する。その間、秘密情報は、当該秘密情報を提供する締約国政府が書面により別段の同意を与えない限り、引き続きこの協定の規定に従って保護される。

#### 第五条

- (a) 日本国政府にあつては、自衛隊法に従って防衛秘密に指定される秘密情報は、「防衛秘密（機密）」又は「防衛秘密」と表示され、他の秘密情報は、「機密」、「極秘」又は「秘」と表示される。
- フランス共和国政府にあつては、秘密情報は、「TRÈS SECRET DEFENSE」、「SECRET DEFENSE」又は「CONFIDENTIEL DEFENSE」と表示される。
- (b) 秘密情報を受領する締約国政府は、送付を受けた全ての秘密情報に当該秘密情報を提供する締約国政府名及び当該秘密情報を受領する締約国政府の秘密指定を表示する。対応する秘密指定は、次のとおりとする。

日本国

フランス共和国

(ii) フランス共和国に関しては、刑法、国防法その他の施行されている関係法令

(d) 「秘密情報取扱資格」とは、各締約国政府の適当な手続に従って個人に付与される適格性であつて、秘密情報を確実に取り扱うためのものをいう。

(e) 「契約者」とは、秘密情報を受領する締約国政府との間の契約であつて、秘密情報の取扱いを含むものを履行する個人又は団体（下請契約者を含む。）をいう。

(f) 「知る必要」とは、公的に与えられる任務の遂行のため、秘密情報にアクセスする必要性をいう。

## 第二条

一方の締約国政府から他方の締約国政府に対して直接又は間接に提供される秘密情報は、各締約国政府の国内法令に従つて、この協定の規定に基づき保護される。

## 第三条

各締約国政府の国家秘密保持当局は、次のとおりとする。

日本国政府については、外務省

フランス共和国政府については、防衛国家安全保障総局

国家秘密保持当局は、この協定の実施及び解釈に関する調整及び連絡のための部局としての役割を果たす。

## 第四条

は、フランス共和国政府及び日本国政府（以下「両締約国政府」といい、個別に「締約国政府」という。）  
 両締約国政府の間で交換される秘密の情報の相互保護を確保することを希望して、  
 次のとおり協定した。

#### 第一条

この協定の適用上、

- (a) 「秘密情報」とは、フランス共和国政府若しくは日本国政府の権限のある当局により作成され、それらの使用のために作成され、又はそれらにより保持されている情報であって、当該情報の起源となる締約国政府の国家安全保障のために保護を必要とし、かつ、秘密指定が付されるものをいう。秘密情報は、口頭、映像、電子、磁気若しくは文書の形態又は装備若しくは技術の形態をとることができる。
- (b) 「権限のある当局」とは、秘密情報の保護について責任を有する当局として、締約国政府によって指定される当該締約国政府の政府機関をいう。一方の締約国政府は、他方の締約国政府に対し、外交上の経路を通じて、その権限のある当局を通報する。
- (c) 「国内法令」とは、次のものをいう。
  - (i) 日本国に関しては、自衛隊法（昭和二十九年法律第六十五号）、国家公務員法（昭和二十二年法律第二十号）その他の施行されている関係法令

[ JAPANESE TEXT – TEXTE JAPONAIS ]

情報の保護に関するフランス共和国政府と日本国政府との間の協定

[TRANSLATION – TRADUCTION]

TR/020412/I-49489

14-22220x

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Japan on security of information

The Government of the French Republic and the Government of Japan (hereinafter referred to as “the Parties” or, separately, as “the Party”,

Wishing to ensure the reciprocal protection of classified information exchanged between the Parties,

Have agreed as follows:

#### Article 1

For the purposes of this Agreement,

a. “Classified information” means all the information generated by the competent authorities of the Government of the French Republic or of the Government of Japan for their use, or held by them, that needs to be protected in the interests of the national security of the Providing Party and has been assigned a security classification marking. Classified information may be oral, visual, electronic, magnetic, or documentary, or be in the form of equipment or technology;

b. “Competent Authorities” means the government entities designated by each Party as the authorities responsible for the protection of classified information. Each Party shall notify the other Party of its competent authorities through the diplomatic channel.

c. “National laws and regulations” means

(i) in the case of Japan, the Self-Defence Forces Law (Act No. 165 of 1954), the National Public Service Law (Act No. 120 of 1947) and other applicable laws and regulations in effect, and

(ii) in the case of France, the Criminal Code, the Defence Code and other applicable laws and regulations in effect;

d. “Personal Security Clearance” means a determination in accordance with each Party’s appropriate procedures that an individual is eligible to handle classified information;

e. “Contractor” means an individual or an entity, including a subcontractor, that performs a contract with the Receiving Party involving the handling of classified information;

f. “Need to know” means the need to have access to classified information in order to perform officially assigned tasks;

#### Article 2

Classified information provided directly or indirectly by one Party to the other Party shall be protected under the terms set forth in this Agreement, subject to the national laws and regulations of each of the Parties.

#### Article 3

The National Security Authorities shall be:

For the Government of Japan: the Ministry of Foreign Affairs;

For the Government of the French Republic: the General Secretariat for Defence and National Security.

The National Security Authorities shall serve as a point of coordination and liaison for the implementation and interpretation of this Agreement.



## Article 4

a. Upon request, each Party shall provide the other Party with a copy of its national laws and regulations enacted in order to ensure the protection of classified information.

b. Each Party shall notify the other Party of any changes to its national laws and regulations that could affect the protection of classified information under this Agreement. In such a case, the Parties shall consult each other as provided for in Article 17.b, to explore possible amendments hereto. In the meantime, classified information shall continue to be protected according to the provisions of this Agreement, unless otherwise approved in writing by the Providing Party.

## Article 5

a. For the Government of Japan, classified information that is designated as DEFENSE SECRET according to the Self-Defence Forces Law shall be marked BOUEI HIMITSU (KIMITSU) 防衛秘密 (機密) or BOUEI HIMITSU 防衛秘密. Other classified information is marked KIMITSU 機密, GOKUHI 極秘, or HI 秘.

For the Government of the French Republic, classified information shall be marked TRES SECRET DEFENSE, SECRET DEFENSE or CONFIDENTIEL DEFENSE.

b. The Receiving Party shall mark all transmitted classified information with the name of the Providing Party and the corresponding security classification of the Receiving Party, as follows:

Japan	France
Kimitsu 機密 Bouei Himitsu (Kimitsu) 防衛秘密 (機密)	TRES SECRET DEFENSE
Gokuhi 極秘 /Bouei Himitsu 防衛秘密	SECRET DEFENSE
HI 秘	CONFIDENTIEL DEFENSE

## Article 6

The Competent Authorities of the Parties may agree upon supplementary implementation arrangements under this Agreement.

## Article 7

The Parties shall ensure that:

- a. The Receiving Party shall not release classified information to any government, person, firm, institution, organisation, or other entity of a third country without the prior written approval of the Providing Party;
- b. The Receiving Party shall, in accordance with its national laws and regulations, take appropriate steps to afford classified information a level of protection equal to that afforded by the Providing Party;
- c. The Receiving Party shall not use classified information for any purpose other than that for which it was transmitted without the prior written approval of the Providing Party;
- d. The Receiving Party shall observe intellectual property rights such as patents, copyrights, or trade secrets applicable to the classified information, in accordance with its national laws and regulations;
- e. Each government facility handling classified information shall maintain a register of individuals with a personal security clearance and who are authorised to have access to classified information;
- f. Each Party shall establish procedures for identifying, accommodating, cataloguing and overseeing classified information, in order to control access to it and manage its dissemination;
- g. The Receiving Party shall not lower the security classification level of the classified information of the Providing Party without the prior written approval of the Providing Party.

Article 8

- a. No government official shall be entitled to have access to classified information solely by virtue of rank, appointment, or a personal security clearance.
- b. Access to classified information shall be granted only to those government officials who need to know and who have been granted a personal security clearance in accordance with the national laws and regulations of the Receiving Party.
- c. The Parties shall ensure that the decision to grant a personal security clearance to a government official is consistent with the interests of national security and based upon all relevant information indicating whether the government official is trustworthy and reliable in the handling of classified information.
- d. The Parties shall implement appropriate procedures to ensure that the criteria referred to in the preceding paragraph have been met, in accordance with their national laws and regulations, in respect of any government official to be granted access to classified information.
- e. Before a representative of one Party provides classified information to a representative of the other Party, the Providing Party shall obtain an assurance from the Receiving Party that the proposed recipient holds the necessary level of personal security clearance; that he has a need to know; and that the Receiving Party will take appropriate measures, in accordance with its national laws and regulations, to grant the classified information a level of protection equal to that accorded by the Providing Party.

Article 9

Approval for visits to the installations of one Party by representatives of the other Party that involve access to classified information shall be granted only for visits required for official purposes.

Approval to visit an installation located in one Party's country may only be granted by that Party.

The Party receiving the visit shall notify the installation concerned of the proposed visit, its purpose and scope, and the maximum classification level of classified information that may be provided to the visitors.

Requests for visits by representatives of the Parties shall be submitted by the relevant Competent Authority of the visiting Party through Government to Government channels to the relevant Competent Authority of the visited Party.

Article 10

Classified Information shall be transmitted between the Parties through Government to Government channels. Once it is transmitted, the Receiving Party shall be responsible for custody, control, and security of the classified information.

Article 11

The Parties shall safeguard classified information in such a way as to only allow access to it by persons authorized in accordance with Articles 8 and 14.

Article 12

The minimum requirements for the security of classified information during transmission shall be as follows:

- a. Classified information in the form of documents or other media
  - (i) Documents or other media containing classified information shall be transmitted in a sealed envelope enclosed within another sealed envelope, the innermost envelope bearing only the security classification of the documents or other media and the organisational address of the intended recipient, the outer envelope bearing the organisational address of the recipient, the organisational address of the sender, and the registration number, if applicable.
  - (ii) No indication of the security classification of the enclosed documents or other media shall be shown on the outer envelope. The sealed envelope shall then be transmitted in accordance with the regulations and procedures established by the Providing Party.

(iii) Receipts shall be prepared for packages containing classified documents or other media transmitted between the Parties; a receipt for the documents or supports sent shall be signed by the Receiving Party's final recipient and returned to the sender.

b. Classified equipment

(i) Classified equipment shall be transported in sealed and covered vehicles, or be securely packaged or protected, in order to prevent identification of its contents and kept under continuous control to prevent access by unauthorised individuals.

(ii) Classified equipment that is awaiting shipment shall be placed in protected storage areas that provide protection commensurate with the level of security classification of the equipment. Only authorised individuals shall have access to the storage area.

(iii) A receipt shall be obtained on every occasion when classified equipment changes hands en route.

(iv) The receipts shall be signed by the Receiving party's final recipient and returned to the sender.

c. Electronic Transmissions

Classified information transmitted electronically shall be protected during transmission by using encryption appropriate for the relevant level of security classification. Information systems for processing, storing or transmitting classified information shall receive security accreditation by the appropriate authority of the Party using the system.

#### Article 13

a. The Parties shall destroy classified documents and other media by burning, shredding, or pulping them or in any other manner to prevent the reconstruction, in whole or in part, of the classified information.

b. The Parties shall destroy the classified equipment beyond recognition or alter it so as to preclude the reconstruction in whole or in part of the classified information.

c. If the Parties reproduce classified documents or other media, they shall also reproduce all original Security Classification markings thereon or mark them on each copy. The Parties shall place such reproduced classified documents or other media under the same controls as the original classified documents or other media. The Parties shall limit the number of copies to that required for official purposes.

d. The Parties shall ensure that any translation of classified information is carried out by individuals with a personnel security clearance pursuant to Articles 8 and 14. The Parties shall keep the number of copies of a translation to a minimum and control any distribution. Such translations shall bear appropriate security classification markings and a suitable annotation in the language into which the translation was made indicating that those documents or other media contain classified information of the Providing Party.

#### Article 14

Prior to the release to a contractor of any classified information received from the other Party, the Receiving Party shall, subject to its national laws and regulations, take appropriate measures to ensure that:

a. no individual is entitled to have access to classified information solely by virtue of rank, appointment, or a personal security clearance;

b. the Contractor and its facilities have the capability to protect classified information;

c. all individuals who need to know have the necessary level of personal security clearance;

d. the granting of a personal security clearance is determined in the same manner as provided for in Article 8;

e. appropriate procedures are implemented to provide assurance that the criteria referred to in Article 8.c have been met with respect to any individual granted access to classified information;

f. all persons with access to classified information are informed of their responsibility to protect that information;

g. initial and periodic security inspections are carried out by the Receiving Party at each of the Contractor's facilities where the classified information of the Providing Party is stored or accessed to ensure that it is protected in the same manner as required under this Agreement;

h. access to classified information is restricted to persons who need to know;

i. a register of individuals with a personal security clearance and who are authorised to have access to classified information is maintained at each Contractor's facility;

j. individuals are appointed who shall have the responsibility and authority for the control and protection of classified information;

k. Classified information is stored in the same manner as provided for in Article 11;

l. Classified Information is transmitted in the same manner as provided for in Articles 10 and 12;

- m. Classified documents and equipment are destroyed in the same manner as provided for in Article 13;
- n. Classified documents are reproduced and placed under control in the same manner as provided for in Article 13; and
- o. Translation of classified information is carried out and copies thereof are treated in the same manner as provided for in Article 13.

Article 15

The Providing Party shall be informed immediately of all losses or compromises, as well as suspected losses or compromises, of classified information, and the Receiving Party shall investigate to determine the circumstances. The Receiving Party shall remit the conclusions of the investigation to the Providing Party, together with information regarding measures taken to prevent the recurrence of such losses or compromises.

Article 16

Any question relating to the interpretation or the application of this Agreement and supplementary implementation arrangements shall be settled exclusively by consultation between the Parties.

Article 17

- a. This Agreement shall enter into force on the date of its signature.
- b. This Agreement may be amended by written agreement between the Parties.
- c. This Agreement shall remain in force for a period of one year and shall be automatically extended annually thereafter unless either Party notifies the other in writing through diplomatic channels at least ninety days in advance of its intention to terminate the Agreement.
- d. Notwithstanding the termination of this Agreement, all classified information provided pursuant to this Agreement shall continue to be protected in accordance with the provisions set forth herein.

DONE in duplicate at Tokyo on this twenty-fourth day of October 2011 in the French and Japanese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic

For the Government of Japan

